

# Postface

Autor(en): **Giovannini, Adalberto**

Objekttyp: **Postface**

Zeitschrift: **Entretiens sur l'Antiquité classique**

Band (Jahr): **33 (1987)**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## POSTFACE

Il n'existe pas de système politique parfait, donnant pleine satisfaction à tous. L'autorité qui détient le pouvoir fait toujours l'objet de critiques plus ou moins virulentes, plus ou moins justifiées. Il y a toujours, dans tout système, un nombre plus ou moins élevé d'insatisfaits. Si l'autorité est acceptée par la majorité, les critiques sont ponctuelles, les réactions de mauvaise humeur, épidermiques et sans conséquences; les adversaires irréductibles du pouvoir sont marginalisés et neutralisés. Mais si l'autorité est ressentie par un grand nombre comme une tyrannie arbitraire, le mécontentement se généralise, la grogne peut devenir colère, sédition et révolte; il peut s'organiser une véritable opposition visant à renverser l'autorité, soit pour la remplacer par d'autres personnes, soit pour instaurer un système différent.

Le système créé par Auguste à la fin des guerres civiles respectait formellement la souveraineté du peuple et du Sénat, il laissait en place les magistratures républicaines. En fait, il instituait une véritable monarchie qui enlevait à la classe dirigeante une bonne part de ses prérogatives et de ses privilèges. La gestion de l'empire, qu'il s'agisse des finances, de l'exploitation des provinces ou de la politique extérieure, échappait désormais à celle-ci, même si, en apparence, le prince n'était que l'exécutant de la volonté du

Sénat. Il devait inévitablement y avoir des mécontentements et des conflits.

Effectivement, les relations avec le Sénat et la classe supérieure en général ont été un des problèmes majeurs du Principat. Tous les empereurs du premier siècle ont dû faire face à des critiques acerbes, en privé ou en public, au Sénat ou au théâtre; ils ont tous dû subir pamphlets et satires. Le mécontentement se manifestait parfois plus sérieusement: vénération provocatrice des héros républicains, résistance passive et absentéisme, consultations d'astrologues, conspirations qui, dans certains cas, ont pris la forme de véritables usurpations. A lire les auteurs anciens, il semble que l'attitude de la classe dirigeante à l'égard du prince ait été globalement négative et hostile.

Mais peut-on vraiment parler d'opposition au Principat? La réponse est non. Pour qu'il y ait opposition, il faut qu'il y ait volonté réelle d'un changement; il faut une certaine cohérence, il faut des principes. On ne discerne rien de tout cela dans le comportement des mécontents et des rebelles. Gaston Boissier l'avait déjà dit en conclusion de son célèbre ouvrage *L'opposition sous les Césars* (p. 361 sq.): «L'étude rapide que nous venons de faire des principaux écrivains de l'opposition sous l'empire nous montre combien ils étaient loin de s'accorder ensemble, que d'indécisions, que d'incertitudes il règne dans leurs opinions. On ne voit jamais nettement ce qu'ils souhaitent, soit qu'ils n'osent pas le dire, soit qu'ils ne le sachent pas. Celui d'entre eux qui paraît le plus décidé à regretter le gouvernement ancien, quand il passe des paroles aux actes, ne travaille pas à le rétablir, et, après avoir dit tant de mal de l'empire, il entre dans un complot où l'on ne se propose que de mettre un empereur à la place d'un autre. Ce caractère hésitant, indécis, me semble celui de l'opposition entière: comme les grands écrivains qui la représentent, elle ne se plaint en général que pour se plaindre ou se soulager,

sans avoir de plan politique ou de dessein prémédité; elle se compose de mécontents beaucoup plus que de conspirateurs.» Le système en tant que tel n'est pas en cause, le mécontentement ne porte pas sur les problèmes de fond, mais sur les personnes. On s'en prend au prince, à ses vices, à son entourage, à ses collaborateurs et affranchis. On s'en prend au pouvoir par ressentiment personnel, pour une condamnation considérée injuste ou excessive, pour une faveur refusée; on cherche à renverser le prince non pas dans l'élan d'un idéal républicain mais dans l'ambition de prendre sa place ou d'y installer quelqu'un dont on pourra espérer des avantages.

Cette résignation de la classe dirigeante à l'égard du régime augustéen, jugée servile par Tacite et même pour certains empereurs comme Tibère, a une explication simple: elle n'avait pas d'alternative, elle n'avait pas de solutions de rechange à proposer. Elle ne pouvait qu'accepter en maugréant les contraintes qu'exigeait l'intérêt de l'Etat et qu'elle s'était révélée incapable de s'imposer elle-même. Deux exemples illustrent cette attitude mieux que toutes les considérations. La législation augustéenne sur le mariage était tracassière et limitait très sérieusement la liberté de léguer et d'hériter; en outre elle menaçait, à cause des délations encouragées par la loi, la sphère privée. Les sénateurs supplièrent Tibère d'en atténuer les effets; une commission fut créée à cette fin, mais il ne fut pas question d'abroger une loi dont la nécessité était évidente. La *vice-sima hereditatum*, qui avait été instituée pour financer le Trésor militaire, touchait elle aussi aux biens et à la liberté des possédants. En 13 après J.-C., le mécontentement fut tel qu'Auguste demande aux sénateurs de chercher une autre source de financement: ils en furent incapables et la *vice-sima* fut définitivement rétablie. On pourrait donner d'autres exemples montrant que les institutions républicaines n'étaient pas adaptées à la gestion d'un immense empi-



re; il fallait un pouvoir personnel fort, et à part quelques nostalgiques tout le monde le servait.

Il reste néanmoins que certains empereurs ont été mieux acceptés que d'autres. S'il faut en croire la tradition qui nous est parvenue, seuls, des empereurs du 1<sup>er</sup> siècle, Auguste, Vespasien et Titus (ce dernier sans mérite si l'on considère la brièveté de son règne) ont su maintenir jusqu'à la fin une relation satisfaisante avec le Sénat. Les autres, malgré un effort apparemment sincère de collaborer avec une classe dont ils avaient absolument besoin, se sont trouvés confrontés à une hostilité croissante et de plus en plus généralisée, à laquelle ils ont répondu par une répression de plus en plus brutale et arbitraire. Pour Caligula, Néron et Domitien, le conflit s'est terminé tragiquement; pour Tibère et Claude, la classe dirigeante s'est vengée après leur mort en noircissant leur mémoire. Il n'est pas du tout facile de discerner ce qui, du point de vue de la classe dirigeante, distinguait les bons princes des mauvais. Les anciens ont brouillé les pistes en accablant les mauvais princes de tous les vices et de tous les crimes. Ils nous ont transmis toute sorte de ragots sur leurs perversions sexuelles ou leur cruauté gratuite. Ils ont déguisé en crimes de lèse-majesté — Tacite le reconnaît lui-même (*Hist.* I 77,3) — des délits de droit commun et ont ainsi attribué à la susceptibilité des princes ce qui était en fait malversations, falsifications de testaments ou infractions à la législation sur le mariage. Tout au plus peut-on penser que les 'mauvais' empereurs ont appliqué les lois avec plus de rigueur que les autres, voire même qu'ils se sont montrés excessivement tracassiers et tatillons; mais cela ne saurait tout expliquer.

Ce qui paraît avoir été déterminant, c'est le comportement de l'empereur avec les sénateurs, les égards qu'il leur montrait ou ne leur montrait pas. Si la classe dirigeante s'est résignée très vite à perdre le pouvoir, elle a toujours

attendu des princes qu'ils la traitassent en égale. Cela aussi Gaston Boissier l'avait déjà dit (p. 367): «On ne leur imposait pas de résigner leur autorité, ou même de la partager avec personne; on voulait la leur laisser entière pour qu'elle pût maintenir la paix publique. On leur demandait seulement de l'exercer avec plus de douceur et d'humanité, de prendre l'avis des gens sages, de respecter plus qu'ils ne le faisaient les attributions des magistrats, de consulter plus souvent le Sénat, d'écouter l'opinion, de laisser un peu plus de liberté à la parole et aux écrits et d'être convaincus qu'on ne les rend dangereux que quand on a trop l'air de les craindre, d'user avec quelque discrétion de ce pouvoir sans limite qu'on ne songeait pas à leur contester, d'en adoucir les formes extérieures et d'en dissimuler l'étendue, de se contenter d'être les maîtres en réalité sans vouloir trop le paraître.» Pour être accepté, l'empereur ne devait pas seulement bien gérer l'empire, il devait aussi, et peut-être plus encore, être disponible, supporter avec patience les travers et les vaines querelles des sénateurs, leur servilité et leurs ambitions, partager leurs goûts et leurs plaisirs, ou, au moins, laisser croire qu'il le faisait. Auguste aimait les spectacles alors que Tibère les méprisait ostensiblement. Domitien, à la différence de Trajan, évitait les banquets qui n'en finissaient pas, préférant la solitude de ses appartements. Il n'est pas surprenant que l'expulsion des histrions, rendue nécessaire par les désordres qu'ils provoquaient, n'ait pas eu la même signification selon qu'elle était ordonnée par Domitien ou par Trajan. Ce n'était pas le *quid dat* qui comptait, mais le *quomodo dat*.

En définitive, ce qui distinguait les bons empereurs des mauvais, ce qui fait que certains ont réussi mieux que d'autres à faire accepter à la classe dirigeante la perte de ses libertés et de ses privilèges, c'est que les uns avaient du charisme alors que les autres en étaient dépourvus.

Adalberto Giovannini

